



*Le Secrétaire général du  
Ministère de l'Intérieur*

*La Commissaire générale à l'Egalité  
des Territoires*

*Le Directeur de l'Habitat, de  
l'Urbanisme et des Paysages*

Paris, le 20 FEV. 2015

A l'attention des autorités de gestion des programmes opérationnels FEDER 2007-2013  
Mesdames et Messieurs les Préfets de région  
Monsieur le Président du Conseil régional d'Alsace

**Objet : Modalités de gestion, et de reprise le cas échéant, des opérations d'efficacité énergétique dans le logement social cofinancées par du FEDER en fin de programmation 2007-2013**

**PJ : Annexe 1 : Instruction visant à préciser les modalités de gestion des opérations d'efficacité énergétique dans le logement social cofinancées par le FEDER en fin de période de programmation 2007-2013**

**Annexe 2 : Tableau permettant de vérifier l'absence de surcompensation dans le cadre du SIEG**

**Annexe 3 : Exemples de clauses types à intégrer dans la convention attributive de subvention FEDER**

Au cours de l'avancement du dispositif de financement par le FEDER des opérations de rénovation énergétique dans le logement social, notre attention a été attirée d'une part sur les difficultés d'application de la décision de la Commission européenne relative au service d'intérêt économique général (SIEG) du 20 décembre 2011, et d'autre part sur l'application de régimes d'aide d'Etat dans le cadre de l'instruction des projets.

Des premiers résultats des audits/contrôles portant sur ces opérations font ressortir un besoin de précision dans le contrôle de la surcompensation ou dans la forme du mandat devant figurer dans le dossier.

En conséquence, les autorités nationales ont mis en place un groupe de travail en vue de clarifier la réglementation applicable et de préciser les modalités de gestion des projets par l'élaboration d'une méthodologie commune permettant de vérifier le respect des exigences de la réglementation du SIEG.

Suite aux travaux de ce groupe de travail, piloté par le CGET, associant notamment le Ministère de l'Intérieur et la DHUP, nous vous prions de trouver ci-joint, à l'intention des services instructeurs :

- Une instruction visant à préciser les modalités de gestion des opérations d'efficacité énergétique dans le logement social cofinancées par le FEDER en fin de période de programmation 2007-2013,
- Un tableau permettant de vérifier l'absence de surcompensation dans le cadre du SIEG,
- Des clauses types à intégrer dans la convention attributive de subvention FEDER.

Nous vous invitons à prendre connaissance de ces documents et à appliquer ces recommandations dont l'observation est requise au regard notamment des contrôles, en fin de programmation.

Il convient donc, dès lors que les opérations ont été instruites uniquement sous l'angle de la réglementation du SIEG mais que les vérifications n'ont pas été effectuées et/ou que les pièces exigées ne sont pas présentes, de mettre en cohérence si nécessaire la procédure et les dossiers concernés avec l'instruction précitée. Il n'y a pas d'ajustement à opérer pour les opérations qui ont été instruites en conformité avec un régime d'aide d'Etat (notifié ou exempté de notification) en vigueur.

Enfin, et en tout état de cause, comme l'indique l'instruction ci-jointe, à compter de la promulgation de la loi ALUR du 24 mars 2014, chaque opération doit être instruite conformément à la réglementation européenne du SIEG.

Nous vous remercions de bien vouloir porter ces éléments à la connaissance des services associés à la mise en œuvre du FEDER dans votre région.

Les services du CGET, de la DMAT et de la DHUP sont à votre disposition pour vous apporter tout complément d'information sur ces éléments.

La Commissaire Générale à l'Egalité des  
Territoires

Marie-Caroline BONNET-GALZY

Le Directeur  
de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages

Laurent GIROMETTI

Le secrétaire général

Denis ROBIN

Copie :

ARF

Autorités de gestion 2014-2020, à l'attention des DGS des Conseils régionaux, du directeur général de la collectivité territoriale de Corse

CICC